

The NATO Intervention in Libya. Lessons Learned from the Campaign, Kjell ENGELBREKT, Marcus MOHLIN et Charlotte WAGNOSSON, 2014, New York, Routledge, 272 p.

Kathia Légaré

Volume 46, numéro 4, décembre 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1037288ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1037288ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Légaré, K. (2015). Compte rendu de [*The NATO Intervention in Libya. Lessons Learned from the Campaign*, Kjell ENGELBREKT, Marcus MOHLIN et Charlotte WAGNOSSON, 2014, New York, Routledge, 272 p.] *Études internationales*, 46(4), 551–553. <https://doi.org/10.7202/1037288ar>

Le livre se lit aisément et comble un vide dans la mesure où il existait peu ou pas de travaux s'attachant à élucider le lien entre la fin politique et les moyens militaires en ce qui concerne les opérations extérieures de l'UE. Ce déficit peut s'expliquer par le manque de porosité entre les univers militaires, universitaires et ceux de la décision politique. L'ouvrage de Katarina Engberg présente dès lors un intérêt évident pour les étudiants, chercheurs et spécialistes dans le domaine de la sécurité européenne, des études européennes en général et des études de sécurité ainsi que dans celui des Relations internationales.

Michel LIÉGEOIS
Professeur

*Centre d'étude des crises et des conflits
internationaux
Université catholique de Louvain, Belgique*

The NATO Intervention in Libya. Lessons Learned from the Campaign

*Kjell ENGELBREKT, Marcus MOHLIN
et Charlotte WAGNOSSON, 2014,
New York, Routledge, 272 p.*

La publication collective *The NATO Intervention in Libya : Lessons Learned from the Campaign* entend faire une «deuxième analyse» des opérations militaires internationales de 2011 en Libye qui ont mené au renversement du régime de Mouammar Kadhafi. Cet ouvrage rédigé pour l'essentiel par des politologues du Swedish National Defence College privilégie, comme le titre l'indique, l'approche classique des études militaires des «leçons apprises». Néanmoins, les auteurs affichent un but limité, étant

donné le caractère récent des événements, ce qui restreint les conclusions que l'on peut tirer de cet ouvrage. Notamment parce que, si la réussite militaire des opérations, en ce qui a trait à l'efficacité des ressources déployées par rapport au résultat atteint, peut être défendue, l'impact politique représente un échec complet, si l'on en juge par la situation actuelle en Libye. À leur décharge, les auteurs n'avaient pas d'ambitions prospectives et les analyses des conséquences pour l'avenir des interventions demeurent pertinentes, en l'occurrence le texte de Marcus Mohlin (chapitre 8), qui anticipe une utilisation accrue des forces spéciales en conjonction avec la force aérienne, et le chapitre conclusif par Robert Egnell, qui reprend les grandes questions soulevées par ces événements.

Plusieurs contributions évaluent la singularité de cette intervention, tout en évoquant la possibilité qu'elle serve de modèle à l'avenir. Finalement, la majorité des contributeurs s'entendent pour dire que l'expérience libyenne sera difficilement reproductible et ne pourra servir d'exemple, étant donné l'exceptionnalité des circonstances dans lesquelles elle s'est déroulée. Le chapitre 2, par Kjell Engelbrekt, décrit très bien les circonstances politiques dans lesquelles le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 1973 et l'Europe a mobilisé ses efforts («*the perfect storm*»). Cette intervention est unique à plusieurs égards, d'abord parce que jamais auparavant le Conseil de sécurité n'avait formellement confié à une force internationale le mandat d'utiliser «tous les moyens nécessaires» – à l'exclusion d'une force d'occupation terrestre – pour protéger les populations

civiles. La violence déchaînée par le régime libyen et la mise en avant d'un cadre d'interprétation efficace ont certainement été cruciales dans l'invocation du principe de « responsabilité de protéger », car elles ont motivé l'abstention de la Chine et de la Russie lors du vote au Conseil de sécurité et l'appui critique de la Ligue arabe.

Le rassemblement des moyens nécessaires et leur organisation, d'abord nationaux, puis dans le cadre de l'OTAN, relèvent d'un concours de circonstances unique sur le plan international ainsi que de la disposition particulière d'acteurs clés (en particulier de la France et du Royaume-Uni) à agir de façon proactive. Le processus s'est fait presque sans accrocs malgré un grand potentiel de blocage (et de cafouillage), comme le relève notamment Jeffrey H. Michaels (chapitre 1), en particulier au sein de l'OTAN, encore mobilisée par ses activités en Afghanistan. Malgré le rôle « effacé » des États-Unis, la crise financière et la forte division de ses membres – plusieurs vont refuser de participer ou auront une contribution relative minimale –, l'OTAN parviendra à reprendre efficacement le commandement des opérations militaires nationales (*Operation Unified Protector*).

Comme l'expliquent plusieurs contributions, la mise sur pied de l'opération aura été rendue possible par une coordination très informelle et asymétrique des acteurs ; les États les plus engagés rencontrant une série d'objectifs stratégiques (et polémiques) avant le transfert du commandement ou en parallèle de l'opération de l'OTAN, et sans coordination « officielle » avec les forces rebelles. Ainsi, la fragmentation

des opérations militaires aura permis de contourner les obstacles du multilatéralisme tout en conservant le cadre (et l'apparence). Au bout du compte, plusieurs États opposés au changement de régime, dont certains membres de l'OTAN, vont se mordre les doigts lorsqu'ils réaliseront que le mandat de « responsabilité de protéger » a été mis en œuvre de façon très expéditive, ce qui ne sera pas sans répercussions légales et politiques selon Fredrik A. Holst et Martin D. Fink.

Les milices formées en réaction à la vague de répression des manifestations inspirées du printemps arabe vont remporter une série de victoires, s'emparer d'installations stratégiques du pays (ports, oléoducs, raffineries, réserves de pétrole et champs pétroliers) et finalement prendre la capitale libyenne, Tripoli. Selon Marcus Mohlin (au chapitre 8), ce succès militaire fulgurant a été rendu possible par l'organisation précoce des groupes rebelles, principalement leur entraînement par les forces spéciales et les conseillers militaires occidentaux (États-Unis, France, Italie, Royaume-Uni) et arabes (Jordanie, Qatar, Émirats arabes unis) en conjonction avec l'effondrement des forces armées libyennes, traversées par des contradictions insurmontables associées à la gestion paranoïaque de Kadhafi (chapitre 6, Karl Sorenson et Nima Damidez).

L'espoir était grand que ce modèle d'intervention limité et résolument partial puisse régler ce conflit armé, tout en économisant les moyens et, surtout, sans reproduire les grands déploiements d'Afghanistan et d'Irak. Pourtant, le résultat en est aujourd'hui

similaire : les institutions étatiques libyennes se sont pour ainsi dire effondrées et les populations civiles sont victimes des affrontements entre l'opposition et le nouveau pouvoir. Une nouvelle évaluation rétrospective des « leçons apprises » serait sans doute beaucoup plus sévère à l'égard de cette intervention et de sa participation au remplacement de l'autoritarisme d'un régime usé par le règne de factions politiques et de milices profondément divisées sur l'avenir du pays.

Kathia LÉGARÉ
Doctorante

Département de science politique
Université Laval
Québec, Canada

States of War since 9/11 Terrorism. Sovereignty and the War on Terror

Alex HOUEN (dir.), 2014, *New York, Routledge*, 267 p.

Comme son titre l'indique, cet ouvrage collectif dirigé par Alex Houen déplace l'approche traditionnelle et orthodoxe du terrorisme vers une réflexion critique et pluraliste. Centré sur une analyse constitutive des relations entre les États en guerre contre le terrorisme et les différents états de la guerre à la suite des attentats du 11 septembre 2001, ce livre interdisciplinaire regroupe une nouvelle génération de penseurs en Relations internationales. Conceptualisé en 2010, il coïncide avec plusieurs événements cruciaux, tels que le retrait massif des troupes américaines de l'Irak, l'assassinat d'Oussama ben Laden, le printemps arabe, l'intervention de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en Libye et l'intervention française au

Mali. Avec l'émergence des études critiques de sécurité dans la seconde moitié des années 2000, de nombreux analystes tentent de comprendre les nouveaux aspects de la sécurité et de la guerre en tant que concept. Il est donc question, d'une part, de l'élargissement du savoir sur le terrorisme en repensant son champ d'études et, d'autre part, de la contestation des constructions et des images du terrorisme en se basant sur une littérature postpositiviste. De ce point de vue, cet ouvrage explore la façon dont la guerre contre le terrorisme se mêle aux questions liées aux divers états de la guerre qui ont des impacts sur la souveraineté étatique. Les auteurs essaient ainsi d'analyser l'essor de la guerre contre le terrorisme à l'échelle planétaire et de comprendre sa nouvelle structure.

L'originalité de cet ouvrage réside dans sa problématique centrale, qui vise à élucider pourquoi et par quels moyens les États sécurisent leurs propres territoires même en prolongeant les limites de la guerre. Les diverses contributions examinent comment la guerre contre le terrorisme a pris différentes formes, notamment en articulant le militantisme et la militarisation dans différentes régions et contre divers États-nations précédemment constitués. À ce propos, les aspects principaux de la guerre contre le terrorisme sont à souligner, tels que les attaques préventives contre les groupes terroristes dans les États « voyous », la guerre hybride et les nouvelles tactiques de contre-insurrection (véhicules aériens sans pilote appelés également « drones »). Parallèlement, les auteurs de l'ouvrage soulignent l'extension de la guerre contre le terrorisme dans des pays